
ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ – O.N.J

4 rue de la Prévoyance

75019 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

5, rue Lespagnol - 75020 PARIS

Tél : 33 (0)1 44 93 10 30 - Fax : 33 (0)1 44 93 10 39

E-mail : paris20@gmba.fr

Site internet : www.gmba-allinial.com

SARL au capital de 75 812,90 euros - 612 007 690 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 01612007690
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement
responsable depuis
2012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

À l'attention des membres du Conseil chargés de statuer sur les Comptes Annuels,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de de l'Orchestre National de Jazz relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, Nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'association produit des œuvres phonographiques et enregistre le coût de production de ces œuvres à l'actif en immobilisations incorporelles tel qu'indiqué au point 2 des règles et méthodes comptables de l'Annexe. Ces œuvres sont amorties sur deux exercices selon la méthode 75/25. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif et apprécié l'évaluation de ces œuvres. Nous nous sommes également assurés que l'annexe fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres du conseil sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 16 juin 2025

GMBA Séléco
Représentée par
Hervé DEQUI

Commissaire aux Comptes Associé

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Dequi', is written over a horizontal line. The signature is stylized with a large loop at the beginning and a trailing flourish.

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

BILAN ACTIF

Association O.N.J.

page : 1

état exprimé en euros

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
Durée :				12 mois	12 mois
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	2 255	2 116	139	255
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	1 112 934	1 112 934		15 081
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions et installation des constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	84 576	52 350	32 226	33 372
	Immobilisations grévées de droits				1 175
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations évaluées selon mise en équivalence				
	Autres participations	153		153	153
	Créances rattachés à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	10 688		10 688	10 144
TOTAL (I)		1 210 606	1 167 400	43 206	60 180
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	80 486	70 320	10 166	16 656
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	66 170		66 170	83 923
	Autres créances	102 793	7 973	94 820	167 248
	Capital souscrit appelé, non versé				
	Valeurs mobilières de placement	54 058		54 058	52 446
COMPTES DE REGULARISATION	Disponibilités	359 729		359 729	291 031
	Charges constatées d'avance	12 219		12 219	36 563
	TOTAL (II)	675 455	78 293	597 162	647 867
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF		1 886 061	1 245 693	640 368	708 047

BILAN PASSIF

Association O.N.J.

page : 2

état exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

Durée :		12 mois	12 mois
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droits de reprise		
	dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobiliers		
	subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	364 621	366 142
	Résultat de l'exercice	31 437	-1 521
	Total des fonds propres	396 057	364 621
	Autres fonds associatifs		
Provisions	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- apports		
	- legs et donations		
	- résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	396 057	364 621
fonds dédiés	Provisions pour risques	16 559	16 559
	Provisions pour charges		
DETTE	DETTE FINANCIERE		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	42	115
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes des fournisseurs et comptes rattachés	58 558	68 361
	Dettes fiscales et sociales	121 116	145 749
	DETTE DIVERSE		
TOTAL PASSIF	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 536	1 017
	Produits constatés d'avance	45 500	111 625
	Total des dettes	227 752	326 867
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	640 368	708 047

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Association O.N.J.

page : 3

état exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

Durée :		12 mois	12 mois
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Cotisations		
	Ventes de biens (dont ventes de dons en nature :)	3 133	4 963
	Ventes de prestations et manifestations (dont parrainages :)	139 620	200 859
	Concours publics et Subventions d'exploitation	966 000	1 015 716
	Ressources de la générosité du public (dont Mécénats : 20 000) (dont Legs :)	22 000	20 000
	Production stockée ou immobilisée		52 506
	Produits lié à des financements réglementaires		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	16 975	24 029
	Autres produits	102 317	6 976
	Total des produits de fonctionnement	1 250 045	1 325 049
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Achats		
	Variations de stocks	23 465	-11 657
	Autres achats et charges externes	406 168	389 088
	Impôts, taxes et versements assimilés	22 817	24 612
	Rémunération du personnel	458 443	549 847
	Charges sociales	200 148	287 925
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements	24 482	53 699
	Dotation aux provisions	7 973	32 105
	(-) engagements à réaliser sur ressources affectées		
	Autres charges	81 251	243
	Total des charges de fonctionnement	1 224 747	1 325 862
	1- RESULTAT COURANT NON FINANCIER	25 298	-813
produits financiers	Bénéfice attribué ou perte transférée	2 000	
	Intérêts et autres produits financiers	8 466	6 270
charges financières	Perte supportée ou bénéfice transféré		
	Intérêts et autres charges financières	11	
	2- RESULTAT FINANCIER	6 455	6 270
	3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1+2)	31 753	5 457
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles	316	6 978
	4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	-316	-6 978
	Impôts sur les sociétés		
	TOTAL DES PRODUITS	1 258 511	1 331 319
	TOTAL DES CHARGES	1 227 074	1 332 840
	EXCEDENT ou INSUFFISANCE	31 437	-1 521
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite des biens et services		
	Personnel bénévole		

ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024



Cabinet COMPTE A COMPTE
12 rue de l'Isly, 75008 PARIS - Téléphone : 0155301105

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Présentation de l'association

L'association Orchestre National de Jazz (ONJ) a été créée en 1983. Le projet initié et conçu par l'association, conforme à son objet statutaire, a pour but la mise en place, la valorisation, l'accompagnement et la gestion d'un orchestre professionnel de jazz à vocation nationale et internationale dont les missions sont :

La création, la recherche et l'expérimentation musicale,

La diffusion auprès d'un public large et diversifié, à l'échelle nationale et internationale,

La valorisation du répertoire et du patrimoine,

La mise en œuvre d'actions culturelles, avec une attention portée à l'insertion professionnelle de jeunes musiciens et musiciennes. L'association est financée par le Ministère de la Culture, qui a conclu avec l'association une convention pluriannuelle de trois ans pour la période 2022-2024, et un financement annuel de 890 kE.

L'association emploie le personnel nécessaire à son projet :

Les musiciens, musiciennes, techniciens et techniciennes de l'orchestre,

Le personnel permanent : un directeur artistique, une administratrice générale, un responsable de diffusion, un responsable de communication-presse, une responsable de l'action culturelle, une chargée de production, .
soit, au total : 6 emplois permanents.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Le total des charges sur salaires s'élève à 200 148 Euros, soit 43,66 % des rémunérations.

Produit mis en circulation en 2024 :

Livre "Un éloge de la dérive" : coût net : 7 239 Euros, sorti en Octobre 2024.

De 2020 À 2022, le suivi des comptes de tiers liés aux organismes sociaux (en particulier l' URSSAF) était difficile du fait des différentes aides (exonérations et aides aux paiements).

Une provision de 16559 Euros a été enregistrée à ce titre en 2021, et maintenue en 2024.

Des dettes envers les organismes sociaux et fiscaux prescrites,
ont été rapportées au résultat en 2024, pour 47 634 Euros.

En outre, des annulations de frais de séjours ont été comptabilisées en produits : 9 018 E.

Une aide obtenue antérieurement du CNM pour la Transition Numérique est à rembourser, pour 9 468 Euros,
et le solde à percevoir est perdu (action non réalisée) pour 7 973 Euros.

L'ONJ a également passé en perte des créances (CNM et Région) pour 13 675 Euros,
principalement en raison de la non-remise des bilans financiers dans les délais impartis.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Les CD en stock sont dépréciés de 50% dès la fin de l'année de sortie de l'album, et de 10% chaque année qui suit, portant la dépréciation à 60% la seconde année, à 70% la troisième, année, etc....

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B + C
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves règlementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	366 142	0	1521	364 620
Résultat de l'exercice	-1 521	31 437	-1 521	31 437
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports				
Legs et donations				
Subv. d'inv. sur biens non renouvelables				
Résultats sous contrôle tiers financeur				
Suvb. d'inv. Sur biens non renouvelables				
Provisions règlementées				
Droits des Propriétaires (Commodat)				
Total	364 621	31 437	0	396 057

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice 2024

	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	TOTAL
Concours publics						
Subventions d'exploitation		964 000	2 000		37 559	1 003 558
Subventions d'investissement						
TOTAL	0	964 000	2 000	0	37 559	1 003 559

Les subventions d'exploitation visent à soutenir les activités de l'association.

- État :

L'association bénéficie pour dotation principale d'une subvention du ministère de la Culture à hauteur de 890 000€ afin de soutenir son fonctionnement ainsi que la mise en œuvre des activités dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Des subventions isolées ont été reçues, pour des activités ponctuelles, pour un total de 6 000 Euros.

L'association a par ailleurs bénéficié du soutien du CNM – Centre National de la Musique, pour 68 000 Euros.

- Collectivités territoriales :

Le Conseil Général des Hauts de Seine a alloué une subvention de 2 000 € afin de soutenir un projet d'action culturelle.

- Autres :

L'association a bénéficié en 2023 du soutien de la SACEM (22 500 Euros), de la SPEDIDAM (10 059 Euros) , ainsi que de la MMC (5 000 Euros), comptabilisés en produits accessoires .

Les aides à l'emploi reçues : FONPEPS (6 981 Euros), Service Civique (1 927 Euros), et autres (1 425 Euros), sont comptabilisées en déductions des charges de personnel.

Détail des Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice 2024

	Origine	Montant	Objet
Etat :	Ministère de la Culture - DGCA	890 000 €	Subvention fonctionnement général (CPO 2022 - 2024)
	Ministère de la Culture - diversité, égalité et prévention des discriminations	3 000 €	Subvention "Les Elles du Jazz" (action culturelle)
	Centre National de la Musique	28 000 €	Aide à la structuration (Académie de composition / Orchestre des Jeunes)
	Centre National de la Musique	10 000 €	Commission Egalité Femmes-Hommes
	Centre National de la Musique	30 000 €	Aide à la transition numérique
	DRAC Ile-de-France	3 000 €	Aide "Culture et Justice" (Action culturelle)
	TOTAL	964 000 €	
Collectivité territoriales :	Conseil général des Hauts-de-Seine	2 000 €	Aide au projet "Les murs ont des oreilles" (action culturelle)
	TOTAL	2 000 €	
Autre :	SACEM	5 000 €	Aide à la diffusion 2024
	SACEM	7 500 €	Aide à la résidence de compositeur (Académie de Composition)
	SACEM	10 000 €	Aide à la commande (JEUX)
	SPEDIDAM	2 000 €	Aide à la promotion par l'image (Orchestre des Jeunes)
	SPEDIDAM	8 001 €	Aide à la diffusion 2024
	SPEDIDAM	58 €	Solde aide au développement international (Ex Machina)
	MMC - Maison de la Musique Contemporaine	5 000 €	Aide à l'insertion professionnelle (Académie de Composition)
	TOTAL	37 559 €	
	TOTAL	966 000 €	

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légal
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 115 188					1 115 188	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	1 115 188					1 115 188	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind							
Installations générales, agencements divers	40 518		4 212			44 729	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	48 020		3 928		12 101	39 846	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours	1 175			1 175			
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	89 713		8 139	1 175	12 101	84 576	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	153					153	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	10 144		544			10 688	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	10 297		544			10 841	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 215 198		8 683	1 175	12 101	1 210 605	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 099 853	15 197		1 115 050
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	1 099 853	15 197		1 115 050
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers	25 960	3 230		29 190
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 206	6 054	12 101	23 159
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	55 166	9 285	12 101	52 349
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	1 155 019	24 482	12 101	1 167 399

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

NEANT

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations			Reprises			Mouvement net en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Fiscal exception.	Différentiel de durée	Mode dégressif	Fiscal exception.	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. générales, agencements et aménagements des							
Inst. techniques, matériel et outillage industriel							
Inst. générales, agencements, aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)							

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	87 295		16 975	70 320
Dépréciation sur comptes clients		7 973		7 973
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	87 295	7 973	16 975	78 293

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 688		10 688
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	66 170	66 170	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 371	2 371	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	31 480	31 480	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	65 328	65 328	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	3 615	3 615	
Charges constatées d'avance	12 219	12 219	
TOTAL DES CRÉANCES	191 870	181 183	10 688

FILIALES ET PARTICIPATIONS

NEANT

[illegible]

TITRES IMMOBILISÉS DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE (TIAP)

NEANT

Décomposition de la valeur estimative	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées :						
Au coût de revient						
Au cours de bourse						
D'après la situation nette						
D'après la situation nette ré-estimée						
D'après une valeur de rendement ou de rentabilité						
D'après d'autres méthodes						
VALEUR ESTIMATIVE DU PORTEFEUILLE						

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	16559			16559
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16559			16559

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	42	42		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	58 558	58 558		
Personnel et comptes rattachés	34 367	34 367		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56 667	56 667		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	4 711	4 711		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	25 369	25 369		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2 536	2 536		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	45 500	45 500		
TOTAL DETTES	227 752	227 752		

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées : Engagements hors bilan : Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	13 484

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

NEANT

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	12219
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	12219

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	45 500
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	45 500

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	42
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 271
Dettes fiscales et sociales	49 586
Dont : Provision Congés Payés : 16 596	
Charges soc sur congés : 8 653	
Formation et Médecine : 2 986	
Taxe sur les salaires : 11 883	
Trop-perçu Aide à rembourser : 9 468	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	2 536
TOTAL CHARGES À PAYER	63 435

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	6 494
Autres créances	3 615
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	10 109